



The Israeli Information Center for
Human Rights in the Occupied Territories

Bâ??Tselem perd lâ??agrÃ©ment pour accueillir des citoyens souhaitant y effectuer un service civil

Description



The Israeli Information Center for
Human Rights in the Occupied Territories

Le groupe israÃ©lien des droits de lâ??homme Bâ??Tselem nâ??est maintenant plus considÃ©rÃ© comme acceptable pour le service civil national

Gili Cohen, Haaretz, le 14 aoÃ»t 2014

Les jeunes IsraÃ©liens ne pourront plus choisir Bâ??Tselem pour effectuer leur service national civil Ã la place dâ??un service militaire, a dit cette semaine le responsable du service national [Sar-Shalom Jerbi], en accusant le groupe dâ??agir Â« contre lâ??Ã©tat et ses soldats Â».

Dans une lettre Ã Hagai Elad, directeur de Bâ??Tselem, Sar-Shalom Jerbi a dit que sa dÃ©cision Ã©tait une consÃ©quence des combats Ã Gaza. Bâ??Tselem, dont le nom complet est Â« Bâ??Tselem: Centre dâ??information israÃ©lien pour les droits de lâ??homme dans les territoires occupÃ©s Â», sâ??Ã©tait efforcÃ© de diffuser les noms des enfants palestiniens morts pendant les 29 jours de combat.

Â« Je me sens obligÃ© dâ??exercer mon autoritÃ© et dâ??interrompre lâ??aide de lâ??Ã©tat Ã une organisation qui agit contre lâ??Ã©tat et ses soldats, eux qui sont littÃ©ralement en train de sacrifier leurs vies avec un suprÃªme hÃ©rosisme pour assurer le bien Ãatre et la sÃ©curitÃ© de tous les citoyens dans tous les secteurs souffrant depuis des annÃ©es de tirs sur leurs maisons Â», a Ã©crit

Jerbi.

Le service civil national a des critères pour des volontaires dans des organisations des deux côtés du spectre politique, telles que le groupe anti-avortement Efrat à droite et Hotline for Migrant Workers (Permanence pour les travailleurs migrants) à gauche. Bâ??Tselem a un critère pour un volontaire du service national, que l'organisation a révisé en 2012.

Pendant des discussions sur un projet de loi en janvier, Jerbi avait dit que le service national civil serait ouvert à « seulement aux groupes qui ne font pas obstacle à l'existence de l'État comme État juif et démocratique ».

Dans sa lettre à Elad, Jerbi a ajouté qu'il y a une claire ligne séparant une opinion politique légitime dans le discours politique israélien et la dissimulation et la publication de mensonges et de diffamation en Israël et dans le monde entier. C'est pourquoi je ne vois aucune possibilité de continuer à approuver votre organisation en tant que groupe participant au service civil national, qui réçoive de l'aide de l'État d'Israël ».

Bâ??Tselem a dit que la mesure prise par Jerbi « accroissait les flammes de l'intolérance ».

L'annonce de Sar-Shalom Jerbi, qui nous n'en doutons pas fait autorité, reflète une exploitation négative de sa position administrative pour une persécution politique inacceptable. C'est une attaque dangereuse, par l'autorité gouvernementale, d'une organisation de défense des droits de l'homme », a dit Bâ??Tselem. « Mr Jerbi va trop loin et appelle la dissimulation de l'information sur la violation des droits de l'homme en temps de guerre une « trahison », et accroît les flammes de l'intolérance qui a empoisonné l'atmosphère publique en Israël. En faisant cela, Mr. Jerbi rejoint le club douteux de ceux qui incitent à nuire à quiconque exprime des opinions qui pourraient être interprétées comme une critique ».

Selon Bâ??Tselem, « la signification de l'acte grave de Mr Jerbi est de donner au gouvernement la permission d'interdire l'emploi de volontaires du service national à toute organisation dont il n'aime pas les opinions ».

Traduction:

Catherine G. pour l'Agence Média Palestine

Source: Haaretz

date créée
2014/08/19